



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 28/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SIETOM UVOM**

Carrefour de la Belle Croix  
77330 Ozoir-la-Ferrière

Références : E/23-0476  
Code AIOT : 0006509680

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2023 dans l'Unité de Valorisation des Ordures Ménagères (UVOM) implantée Carrefour de la Belle Croix 77330 Ozoir-la-Ferrière. L'inspection a été annoncée le 24 janvier 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIETOM UVOM
- Carrefour de la Belle Croix 77330 Ozoir-la-Ferrière
- Code AIOT : 0006509680
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le Syndicat mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères (SIETOM) de la région de Tournan-en-Brie est autorisé à exploiter l'Unité de Valorisation des Ordures ménagères d'Ozoir-la-Ferrière par le biais de l'arrêté préfectoral n° 06 DAIDD 1 IC 123 du 18 mai 2006.

Suite à l'incendie du 09 janvier 2019 rendant l'exploitation du quai de transfert impossible, l'exploitant a sollicité, par un porter-à-connaissance transmis en avril 2019, une extension de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2006 précité, au titre du régime de la déclaration de la rubrique n° 2716-2,

SAINT-DENIS-LEZ-LYON, le 18/01/2008

Objet : Déclaration de prise en compte  
de l'avis de l'association  
d'habitants de Saint-Denis

## Rapport de l'inspection des installations classées

Votre inspection du 18/01/2008

Contrôle et constat

Prise en compte de l'avis de l'association

SAINT-DENIS

Commune de Saint-Denis  
77330 Saint-Denis

Référence : 18/01/08  
Code AOT : 000000000

1) Constat

Le présent rapport est composé de l'inspection réalisée le 18/01/2008 dans l'unité de valorisation  
des Ordures Ménagères (UVM) implantée à Saint-Denis (77330 Saint-Denis).  
L'inspection a été réalisée le 18/01/2008. Cette prise en compte de l'avis de l'association  
est la dernière (supplémentairement).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection (PPC) des  
ICPE.

Les informations relatives à l'inspection sont les suivantes :

- SAINT-DENIS
- Commune de Saint-Denis 77330 Saint-Denis
- Code AOT : 000000000
- Région : Auvergne
- Statut : Non dérogé
- ICPE : 18-01-08

Le présent rapport pour l'inspection de l'installation de traitement des Ordures Ménagères (UVM) de la région  
de l'Île-de-France est soumis à l'avis de l'association des Ordures Ménagères d'Île-de-France  
Fédération Paris de l'association n° 08 18/01/08 et 18/01/08.

Suite à l'inspection du 18/01/2008, l'association des Ordures Ménagères d'Île-de-France a transmis  
à l'association une copie de l'avis de l'association des Ordures Ménagères d'Île-de-France  
préfecture du 18 mai 2008, notée au titre de la décision de la préfecture n° 18/01/08.

pour l'exploitation d'un quai de transfert des déchets d'ordures ménagères aménagé à l'intérieur d'un bâtiment.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les conditions d'admission, d'entreposage et d'évacuation des déchets ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les odeurs ;
- rétention des eaux d'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1	/	Sans objet
3	Odeurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 6.3	/	Sans objet
5	Rétention des eaux d'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.9 de l'annexe I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'exploitation temporaire d'un quai de transfert des déchets d'ordures ménagères, hormis le point détaillé ci-dessous, l'inspection des installations classées a constaté que le SIETOM respectait les mesures présentées dans le dossier de porter à connaissance d'avril 2019.

L'exploitant a déclaré que ponctuellement des déchets non évacués sont entreposés la nuit à l'intérieur du bâtiment pendant la semaine et que le bâtiment restait vide les samedi et dimanche.

L'inspection a rappelé que conformément au dossier de porter à connaissance transmis, l'exploitant doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour évacuer les déchets présents sur le site.

L'inspection a également rappelé le caractère exceptionnel de l'entreposage des déchets la nuit, et a demandé à l'exploitant de s'assurer que les moyens de détection incendie soient adaptés à la situation actuelle et que le volume de déchets entreposés soit réduit autant que possible.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées.</li> <li>- Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</li> <li>- L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</li> <li>- La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets de type ordures ménagères sont collectés par camions avant la phase de transit sur la plateforme de l'UVOM.</p> <p>Au sein de l'unité de valorisation, les déchets sont entreposés dans une zone située à l'intérieur d'un bâtiment. Ces déchets sont ensuite chargés dans un véhicule semi-remorque de 20 tonnes pour le transport vers leurs exutoires. L'exploitant a indiqué que 42 000 tonnes ont transité sur le site au cours de l'année 2022.</p> <p>L'exploitant a précisé que ponctuellement, et contrairement à ce qui est prévu dans le porter-à-connaissance transmis en avril 2019, entre 4 et 6 tonnes de déchets non évacués sont entreposés la nuit sur le site à l'exception du samedi et du dimanche. L'exploitant a indiqué que cet entreposage est lié à la volonté d'optimiser le transport des déchets évacués.</p> <p>L'inspection a rappelé que ce cas de figure doit rester exceptionnel et qu'il appartient à l'exploitant de s'assurer que les moyens de détection incendie existants sont adaptés à la situation actuelle afin de prévenir toute propagation du feu. Le volume de déchets entreposés dans le bâtiment doit être très réduit afin de réduire le risque incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - présence de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire & implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. - des bouches d'incendie, poteaux, - présence d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments concernés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que : - la vérification des extincteurs et des RIA a été effectuée le 07 mars 2022. Cette vérification n'a pas soulevé d'observation; - la mise en place d'extincteurs portatifs a été réalisée le 12 février 2022 ; - le contrôle de la borne incendie a été effectué le 11 juin 2022. Le rapport indique que le matériel est conforme.  Par ailleurs, l'inspection a relevé que l'accès à un RIA situé à l'intérieur du bâtiment est encombré par le stationnement du tracteur-chargeur.  L'exploitant s'est engagé à stationner le tracteur à un autre emplacement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de la manipulation et de l'entreposage des déchets.
<b>Constats :</b> Le quai de transfert des déchets est situé à l'intérieur d'un bâtiment, ce qui minimise la diffusion des éventuelles nuisances olfactives.  Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'odeurs et de gênes particulières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Rétention des eaux d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.9 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.
<b>Constats :</b> Le bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie est en état d'usage et suffisamment volumineux pour recueillir les eaux dans les conditions d'exploitation actuelles du site.  L'exploitant a indiqué que suite à l'incendie le dispositif de traitement des eaux pluviales n'est plus opérationnel et que de ce fait aucun rejet n'est effectué. En cas de saturation de bassin l'exploitant a confirmé à l'inspection que les eaux seront pompées et évacuées dans une installation de traitement.  L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient de s'assurer que le volume dédié au confinement des eaux d'extinction reste disponible en permanence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

